



Les femmes actrices clés de résilience alimentaire:

une reconfiguration des rapports de genre en temps de pandémie de COVID-19

Note de plaidoyer- 29 novembre 2021

Résumé

La pandémie de la Covid-19 et ses mesures de riposte ont intensifié la vulnérabilité et les insuffisances des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest, en affectant l'ensemble des activités et des processus de production, de distribution et de consommation d'aliments. A cet effet, les femmes rurales au Sénégal et au Burkina Faso, ont assuré la résilience des ménages pauvres et vulnérables, suscitant ainsi une reconnaissance de cette réalité par les hommes. Il est donc essentiel de donner aux femmes du pouvoir décisionnel à tous les niveaux dans les sphères liées aux quatre (4) piliers de la sécurité alimentaire. Il serait souhaitable de soutenir et d'accompagner la reconfiguration positive des rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes, déjà en cours dans les communautés étudiées, afin d'assurer qu'elles aient les moyens et habilités (sociales, culturelles, économiques, politiques et juridiques) pour pouvoir jouer pleinement ce rôle. Un appui aux organisations paysannes et aux réseaux d'organisations de femmes est essentiel.

Faits saillants



Les mesures pour contrer la pandémie ont causé une baisse de la sécurité alimentaire dans ses quatre piliers (disponibilité, accès, utilisation et stabilité).



Les femmes ont joué un grand rôle dans la résilience alimentaire des communautés – Elles sont reconnues par les hommes comme piliers de la résilience alimentaire



Un renversement du pouvoir économique (et décisionnel) des femmes a été constaté par les hommes. Des femmes aidaient des hommes à travailler dans les parcelles ; à compenser le manque d'apport aux repas ; et même à rembourser leurs crédits.



La déstabilisation des rôles traditionnellement genrés pendant la pandémie. Les hommes participent davantage aux tâches ménagères, –toutefois accueillie avec hésitation par certains et certaines – ce qui est une opportunité pour une plus grande égalité entre femmes et hommes.



Les femmes soutenues par certains hommes réclament l'accès à la terre et la sécurité foncière, au financement, au matériel et intrants agricoles afin de participer pleinement aux piliers de la sécurité alimentaire.

Introduction

Les autorités politiques du Burkina Faso et du Sénégal ont mis en place des mesures restrictives pour contrer la pandémie de la COVID-19, avec peu d'anticipation sur les répercussions au niveau de la sécurité alimentaire des populations. Les modes de production, de consommation et d'accès aux aliments de base et les produits essentiels ont été affectés. Les ventes et la circulation des personnes ont été profondément perturbées, mais ce sont les zones rurales et les femmes qui sont les plus touchées (PAM, 2020; CNCR et al., 2020). On note une baisse considérable de la quantité, la qualité et de la fréquence de l'alimentation des ménages des zones rurales, cela peut atteindre jusqu'à 82 % en Casamance au Sénégal (Niang, 2020). Certains auteurs ont souligné leur crainte de voir les inégalités préexistantes entre hommes et femmes avant la pandémie s'aggraver pendant et après la pandémie et de perdre ainsi les progrès accomplis depuis plusieurs décennies en matière d'égalité hommes/femmes (Grown et al., 2020). Les résultats de la recherche menée, dans 4 zones frontalières des deux pays confirment les impacts plus forts de la pandémie sur les femmes. Cependant, le stress alimentaire causé par la pandémie a débalancé en faveur des femmes les dynamiques des relations de pouvoir existantes entre les femmes et les hommes (F/H). Ce changement conjoncturel offre des opportunités pour la reconfiguration à plus long terme des relations de pouvoir F/H qui pourrait mener à une plus grande égalité entre les genres. L'objectif de cette note est d'alerter les autorités burkinabé et sénégalaise sur le rôle clé qu'ont joué les femmes pour assurer la résilience alimentaire des ménages ruraux et de faire ressortir les reconfigurations positives et négatives des rapports femmes-homme induits par la pandémie. La note propose des solutions basées sur des données probantes (notre recherche, 2021), afin d'influencer les décisions et politiques dans la gestion des pandémies futures, et de soutenir les gains obtenus dans la réduction des inégalités en matière de rapports sociaux de genre.

Approches et résultats

La recherche a analysé l'impact de la COVID-19 sur les rapports de pouvoir femmes/hommes dans les piliers de la sécurité alimentaire dans quatre zones rurales frontalières. L'approche est qualitative et combine des entretiens semi-dirigés avec des ateliers participatifs de co-construction de données. Au total 189 commerçant-e-s, producteurs-trices et transformateurs-trices (53% de femmes) et 73 leaders communautaires (26% de femmes) ont participé aux entretiens et huit groupes de six à neuf hommes et femmes ont participé aux ateliers de co-construction. Les ateliers hommes et femmes ont été tenus séparément afin d'assurer une prise de parole ouverte. En plus de produire des données probantes, le processus participatif a mené à des réflexions et des solutions issues des communautés elles-mêmes.

S'alimenter est difficile pour les communautés rurales en temps de crises COVID-19

Les contraintes liées aux mesures ont entraîné une baisse de disponibilité et d'accessibilité de la nourriture. La disponibilité et les prix des aliments ont fluctué dans le temps et dans l'espace en lien avec les changements périodiques des mesures sanitaires. En conséquence, hommes et femmes rapportent avoir réduit la qualité (43% des répondant-e-s) et la quantité (43%) de nourriture consommée et le nombre de repas par jours (36%). Ce dernier étant rapporté en particulier par les femmes du Burkina Faso (48%). Plusieurs femmes rapportent être passées de trois à un repas par jour, et de se priver au profit de leurs enfants. La réduction de portions des adultes se faisait parfois à l'insu des hommes, par peur de représailles.

Bouleversement des rôles traditionnels entre hommes et femmes

Les stratégies d'adaptation face aux mesures de contrôle de la COVID-19 ont causé des bouleversements (positifs et négatifs) dans les rôles traditionnels des hommes et des femmes au sein des ménages. Les hommes incapables d'accomplir leur rôle de pourvoyeur à cause des restrictions sur les déplacements, de la fermeture des marchés et les couvre-feu (perte du pouvoir économique) se sentent démunis. Or, les mesures de distanciation rendent difficile les concertations entre hommes pour tenter de trouver des solutions (perte du pouvoir social). Les femmes de leurs côtés, sont surchargées. En plus de leurs tâches habituelles et de la charge supplémentaire des enfants (écoles fermées), elles doivent se débrouiller pour compenser le manque d'apport alimentaire à la famille. Elles font ainsi preuve de créativité, en trouvant des moyens informels pour poursuivre quelques activités de commerce de denrées alimentaires et de premières nécessités. Certaines femmes expliquent même contribuer au remboursement des dettes de leurs maris. Dans certaines régions étudiées, les femmes ont complété la main d'œuvre agricole manquante dans les ménages à cause des restrictions dans les déplacements. Cette capacité de résilience des femmes (augmentation du pouvoir économique) déstabilise la balance de pouvoir d'achat entre hommes et femmes et fragilise le leadership des hommes dans la famille et dans la communauté (augmentation du pouvoir décisionnel).

Un autre renversement de rôle révélé par la recherche est que les hommes – coincés à la maison – participent aux tâches des femmes dans la sphère domestique. S'il peut être considéré positif que les hommes soient exposés à la charge de travail habituellement réservée aux femmes, cette présence est toutefois vécue négativement par les femmes comme déstabilisant leur leadership dans leur maison.

Femmes perçues par les hommes comme actrices clés de résilience alimentaire

Les hommes reconnaissent ouvertement cette résilience des femmes durant la crise COVID-19, alors qu'ils étaient perçus comme étant plus résilients qu'elles par les communautés. Ce sont pourtant elles qui ont moins accès aux terres, aux moyens de production, et même aux formations/conseils. Toutefois, lors des ateliers participatifs de co-construction au Sénégal, les femmes ont revendiqué leur droit d'avoir accès à des superficies de terres cultivables, et plusieurs hommes, affirment les soutenir afin d'obtenir des autorités, de nouveaux aménagements fonciers dont elles pourront bénéficier.

— “ —

On [les hommes] a constaté que les femmes ont tenté de maintenir le pas malgré la maladie, [...] elles ont essayé de s'adapter. Voyez le grand marché [...] par exemple, on était obligé de fermer et toute suite nous avons remarqué que les femmes ont tenté de faire ses petits yaars [...] et ont toujours apporté quelque chose à la maison, pour que la famille puisse manger [... Elles ont] créé des initiatives pour pouvoir subvenir aux besoins de la famille. On est conscient aujourd'hui que l'homme ne peut pas tout faire donc si madame aussi ne se lève pas là ça ne peut pas aller, donc elles ont lutté pour maintenir le cap. Elles sont à féliciter quoi !

— ” —
Témoignage d'hommes participant au projet au Burkina Faso

Une opportunité de reconfiguration plus égalitaire des relations de pouvoir entre hommes et femmes

Le débalancement de l'équilibre traditionnel des rôles et pouvoirs portés par les femmes et hommes offre des opportunités importantes pour une reconfiguration plus égalitaire des relations de pouvoir entre ces deux catégories sociales lors de la recherche d'une nouvelle normalité et organisation sociale pendant et après la pandémie. On peut postuler à un gain vers des relations plus égalitaires entre femmes et hommes, lié à l'exposition/participation des hommes aux rôles traditionnellement portés par les femmes et à l'augmentation du pouvoir économique et décisionnel des femmes – tant au niveau familial que communautaire.



Toutefois, l'équipe de recherche note que malgré les gains de pouvoir obtenus par les femmes pendant la pandémie, il y a encore du chemin à faire. Hommes et femmes témoignent que dans certains ménages l'entraide entre femmes et hommes s'est accrue. Toutefois, la présence des hommes à la maison dérange les femmes car elles ne peuvent plus gérer leur foyer sans le regard des hommes. De plus, certaines femmes parlent du poids additionnel lié à leur obligation de compenser le manque à gagner des hommes. On note également des tensions liées à la peur de la maladie et à la faim, au stress de subvenir aux besoins, au bouleversement des rôles.

INQUIETS DE L'AVENIR – HOMMES ET FEMMES DOIVENT TRAVAILLER ENSEMBLE
CREDIT PHOTO – Photo prise par un homme participant au Burkina Faso

— “ —

Oui, les hommes et les femmes n'ont pas une part égale sur l'attribution des terres. Là où ils distribuent les terres [endroit décisionnel], il n'y a aucune femme qui siège. S'il y avait une femme là-bas, le partage serait équitable. Si un homme reçoit une parcelle ce sera pareil pour la femme.

Témoignage de femmes participantes au projet au Sénégal

” —

Un appui politique est essentiel à l'aboutissement de cette reconfiguration positive

Le débalancement actuel, combiné à la reconnaissance du rôle clé des femmes en résilience, présentent des opportunités non-négligeables pour une reconfiguration plus égalitaire des relations de pouvoir entre hommes et femmes après la pandémie. Toutefois, un appui aux mouvements de femmes qui peuvent accompagner cette reconfiguration positive au niveau communautaire semble essentiel. Tout autant, il ressort de cette analyse l'importance de la prise en compte des enjeux et réalités vécues par les femmes dans les programmes et politiques nationales, afin de leur donner les moyens économiques, physiques (accès à la terre) et habiletés/pouvoirs pour prendre part aux décisions en lien avec le système alimentaire local et national.

Conclusion

Cette étude a mis en évidence une prise de conscience de la part des hommes du rôle clé que jouent les femmes dans la résilience alimentaire, une déstabilisation des relations de pouvoir et des rôles. La combinaison de ces facteurs représente des opportunités de reconfiguration plus égalitaire des relations de pouvoir entre femmes et hommes. Toutefois, il est actuellement difficile de prévoir comment cela va évoluer après la pandémie. Il serait important d'accompagner les organisations et mouvements de femmes pour qu'elles puissent guider ce nouvel équilibre en leur faveur et libérer leur potentiel dans la résilience des ménages. Il a été reconnu par les hommes participants à l'étude que – même si le changement fait peur – donner plus de pouvoir décisionnel et productif aux femmes est important pour la résilience des communautés. Il est en ce sens important que les structures décisionnelles et les politiques agricoles, foncières et sociales offrent davantage de place aux femmes.

Recommandations pour l'action

- Inclure des femmes rurales dans la mise en place des mesures sanitaires en cas de pandémie, afin d'adapter celles-ci au contexte rural et d'éviter ou de limiter les difficultés sur la sécurité alimentaire- non-disponibilité/accessibilité des aliments.
- Soutenir la reconfiguration positive des relations de pouvoir entre les femmes et les hommes en mettant en avant les bénéfices d'une plus grande égalité des genres pour les hommes et femmes.
- Soutenir les réseaux et organisations de femmes pour qu'ils puissent guider cette reconfiguration positive et travailler sur une masculinité positive.
- Renforcer l'autonomisation économique des femmes (capacité financière, accès à l'emploi et accès au financement).
- Renforcer l'autonomisation productive des femmes (faciliter l'accès des femmes aux terres agricoles, au matériel agricole et aux intrants, aux formations sur une production agricole résiliente).
- Renforcer l'autonomisation décisionnelle des femmes à tous les niveaux institutionnels (local – régional – national).
- Inscrire les questions de genre dans une dynamique transversale pour axer les programmes et les interventions sur la satisfaction des intérêts stratégiques des femmes et filles et la transformation des rapports sociaux de genre, au bénéfice d'une plus grande résilience pour les communautés.

Les femmes actrices clés de résilience alimentaire:

une reconfiguration des rapports de genre en temps de pandémie de COVID-19

Note de plaidoyer – 29 novembre 2021

Auteur-e-s :

Fatoumata L. Baldé (1), Isabelle Vandeplass (1), Katim Touré (2), Safiétou Sanfo (3) et Liette Vasseur (4)

Projet de recherche :

Cette note de plaidoyer est un extrait du projet « Effets de la crise COVID-19 sur la Sécurité Alimentaire (SA) au Burkina Faso et au Sénégal: Une opportunité de reconfiguration des rapports inégalitaires de genre », mise en œuvre par le Centre d'études et de coopération internationale (CECI) (1), l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) (2) de l'Université Iba Der Thiam de Thiès au Sénégal, le Centre d'Études, de Documentation et de recherches économiques et sociale (CEDRES) (3) de l'Université Thomas Sankara du Burkina Faso (3) et Brock University (4), Canada. Ces travaux ont été réalisés grâce à une subvention du Centre de recherche pour le développement international (CRDI), établi à Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil des gouverneurs.

Pour en apprendre plus sur le projet:

visitez la page suivante: https://bit.ly/Etude_Burk_Sen.

Pour citer cette note de plaidoyer :

Fatoumata L. Baldé, Vandeplass I., Touré K., Sanfo S., Vasseur L. (2021). Les femmes actrices clés de résilience alimentaire : une reconfiguration des rapports de genre en temps de pandémie de COVID-19 – Note de plaidoyer. Projet : « Effets de la crise COVID-19 sur la Sécurité Alimentaire (SA) au Burkina Faso et au Sénégal: Une opportunité de reconfiguration des rapports inégalitaires de genre ». Centre d'études et de coopération internationale (CECI), le Centre d'Études, de Documentation et de recherches économiques et sociale (CEDRES) de l'Université Thomas Sankara du Burkina Faso et l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (ENSA) de l'Université Iba Der Thiam de Thiès au Sénégal, Brock University, Canada. Financement Centre de recherche pour le développement international (CRDI), Canada. 29 novembre 2021.

Cette recherche est financée par:

